

RESUME DU BILAN DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE LA REGION DE L'EXTREME-NORD

Le bilan diagnostic territorial de la Région de l'Extrême-Nord constitue la première étape du processus d'élaboration du Schéma d'Aménagement et Développement Durable du Territoire (SRADDT) de la Région de l'Extrême-Nord. Ce bilan diagnostic est décliné en analyse sectorielle qui a permis de dégager pour chaque secteur considéré les forces, faiblesses, opportunités et menaces. Cette étape du processus constitue le socle sur lequel sera adossé le reste du processus du SRADDT notamment la prospective territoriale, la contractualisation territoriale et la formalisation du SRADDT de l'Extrême-Nord.

Le bilan diagnostic du territoire de la Région se décline en trois éléments essentiels :

- l'état des lieux du territoire de la Région ;
- l'analyse croisée de l'existant en vue de dégager les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités du territoire ;
- la formulation de la problématique du territoire avec identification des principaux enjeux.

Les résultats du bilan diagnostic sont présentés dans trois rapports : un rapport principal, une cartothèque et un rapport des annexes. Un rapport de synthèse du bilan diagnostic a également été produit.

Le diagnostic territorial est structuré en huit grandes parties : l'organisation administrative ; les caractéristiques biophysiques ; caractéristiques démographiques et socioculturelles ; l'économie de la Région ; l'accès aux services sociaux de base (réseaux, équipements socio-collectifs) ; les villes et armature urbaine ; la problématique et les enjeux du développement et l'aménagement du territoire de la Région.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TRADITIONNELLE DE LA REGION

- *Une organisation administrative évolutive dans la Région depuis 1960 et visant le rapprochement de l'administration des administrés. La Région compte 06 Départements et 47 Arrondissements ;*
- *Un découpage du territoire relativement équilibré. On note tout de même que le Logone et Chari qui est le Département le plus vaste (35% du territoire de la Région), est le moins densément peuplé et compte moins d'Arrondissements que le Département du Mayo-Danay qui a moins de la moitié de sa superficie.*
- *Des chefferies traditionnelles structurées et encore très influentes dans l'administration des territoires : 22 chefferies de premier degré, 162 chefferies de deuxième degré, et 1784 chefferies de 3e degré.*
- *L'enclavement de certains Arrondissements et plus globalement la précarité des infrastructures sièges et des équipements de certaines administrations.*
- *Une forte dispersion des groupements humains, ce qui conduit à une multiplication des chefferies traditionnelles, notamment celles de 3e degré (c'est surtout le cas dans le Département du Logone et Chari). Par ailleurs, le découpage traditionnel ne suit pas toujours le découpage administratif. Certaines chefferies supérieures sont à cheval sur plusieurs unités administratives. De même qu'il y a une confusion dans la hiérarchisation de certaines chefferies supérieures (Lamidats, Sultanats, Lawanats).*
- *Des antagonismes historiques entre certains groupes ethniques ou humains et des conflits successoraux dans certaines chefferies traditionnelles de la Région.*

COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES DANS LA REGION

- *De bonnes performances des Communes en matière de transparence et appropriation de la démarche du PNDP : existence et valorisation des PCD, existence d'organigrammes, partenariat public-privé, reporting sur l'exécution des projets, diffusion des budgets et comptes administratifs, etc.*
- *L'existence de quelques syndicats de Communes : syndicat des communes du Mayo-Kani, syndicat des Communes du Logone.*

- De mauvaises ou médiocres performances des Communes en matière de gestion budgétaire et comptable : faible approbation des comptes administratifs et de gestion, faible taux d'exécution budgétaire, faible mobilisation des recettes propres hors CAC (forte dépendance des Communes aux CAC), faible mobilisation des financements des partenaires.
- Très peu ou pas de réserves foncières communales, et un dénuement matériel et patrimonial des mairies dans la plupart des Communes.

CARACTERISTIQUES BIOPHYSIQUES DU TERRITOIRE DE LA REGION

Milieu physique

- Une Région subdivisée en quatre zones écologiques: les monts Mandara, les plaines du Diamaré, les Yaérés et le delta du lac Tchad.
- Un réseau hydrographique tributaire de deux grands bassins hydrographiques : - le bassin du lac Tchad (la plus grande unité endoréique du continent africain) – et, le bassin de la Bénoué (dont les eaux se versent dans l'océan atlantique). Leurs régimes sont marqués par une prédominance des cours d'eau saisonniers (Mayos).
- Une variabilité spatiotemporelle des eaux de surface du lac Tchad, avec une tendance à l'assèchement progressif du lac Tchad.
- Un histogramme pluviométrique majoritairement de type monomodal, avec une tendance à la diminution des précipitations du Sud vers le Nord et la hausse des températures au fil des ans (d'après les travaux de l'ONACC sur la période 1950 à 2015).
- Une organisation du relief grandement influencée par la géologie et qui se caractérise à travers trois unités litho-morphologiques : unité des basses terres et deltas inondables de la cuvette tchadienne (280m – 320m), unités d'altitude intermédiaire (320m – 420m) et unité de hautes altitudes (420m – 1500m).
- Une grande variabilité des sols (sols ferrugineux tropicaux, vertisols, sols peu évolués, sols hydromorphes), et une platitude du relief dans la majeure partie de la Région et qui est entre autre favorable à la mécanisation agricole sur les sols à vocation agricole.
- Un potentiel géologique, hydrogéologique et minier d'intérêt en matière de ressources minérales du sol et du sous-sol. Existence des cibles d'indices minéraux, d'expression minérale de surface, voire même de gisements (Étain, Pétrole, Or, etc.).

Milieu biologique

- Une biodiversité riche et attrayante, qui vaut à la Région une reconnaissance internationale : cinq zones clés de biodiversité d'importance internationale (les parcs nationaux de Waza et de Kalamaloué, la retenue d'eau de Maga, la réserve de Mayo Louti et la plaine d'inondation de Waza Logone). La Région dispose aussi de deux zones humides classées sites Ramsar, dont la partie camerounaise du Lac Tchad et la plaine d'inondation de Waza-Logone. Le parc national de Waza est en outre inscrit dans le réseau de réserve de biosphère de l'UNESCO depuis 1982.
- Une biodiversité vulnérable sous la pression de l'homme, du climat et de la variabilité climatic.

CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIOCULTURELLES

- Avec une population estimée à 4 186 844 habitants en 2017, soit 18,01% de la population totale du Cameroun, l'Extrême-Nord est la deuxième Région la plus peuplée du pays après celle du Centre.
- Une population essentiellement jeune. 50% de la population ont moins de 15 ans. La population active (15-64 ans) représente 45% de la population totale. L'âge moyen de la population est de 20 ans, soit deux ans de moins que la moyenne nationale.

- Une diversité ethnique, linguistique et religieuse qui constitue un élément de premier rang dans la richesse culturelle de la Région. On dénombre une soixantaine d'ethnies, autant de langues locales et trois principaux groupes religieux (musulmans, chrétiens et animistes).
- Une population majoritairement rurale. Avec un taux d'urbanisation de 24,1% estimé à partir des projections de 2010, la Région de l'Extrême-Nord figure parmi les moins urbanisées du pays.
- Des indicateurs et tendances de mortalité de la petite enfance (0-5 ans) tous supérieurs aux moyennes nationales (mortalité : néonatale, post-néonatale, infantile, juvénile, infanto-juvénile).
- Une forte tendance migratoire des populations à l'intérieur et à l'extérieur de la Région et qui a été accentuée par la crise sécuritaire liée Boko-Haram. Cette crise a entraîné de nombreux déplacements de populations locales, et un afflux de réfugiés engendrant des besoins humanitaires dans la Région.
- Une société traditionnelle encore fortement caractérisée par la marginalisation de la femme et d'autres violences ou violations basées sur le genre : accès limité de la jeune fille à l'éducation, persistance du phénomène des mariages précoces ou forcés de la jeune fille, faible représentativité des femmes dans les cercles de prise de décisions.

ECONOMIE DE LA REGION

Quelques indicateurs économiques de la Région

- L'Extrême-Nord est la Région ayant le taux de pauvreté le plus élevé du Cameroun : la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de près de 18 points entre 2001 et 2014. Au cours de la même période, la profondeur de la pauvreté est passée de 18,8 à 33,5. Les pauvres tendent donc à devenir plus pauvres.
- La situation emploi/chômage est critique et particulièrement préoccupante pour la femme.

Secteur primaire

Agriculture :

- La Région est un important bassin de production céréalière, cotonnière, et quelques autres cultures vivrières et légumineuses. Elle occupe le premier rang à l'échelle nationale pour la production de mil, riz, oignon, gombo, niébé, voandzou, arachide, sésame.
- Des dynamiques et spécificités de production agricole qui varient en fonction des sous zones agro-écologiques de la Région. Ceci favorise une diversification des spéculations agricoles et une cartographie des bassins de production.
- Une production et des actifs agricoles encadrés par une multitude d'acteurs, projets et programmes ;
- Une sécurité alimentaire précaire, caractérisée par un bilan céréalier régulièrement déficitaire ;
- Une production agricole fortement influencée par les changements climatiques, la dégradation des sols, les conflits agropastoraux ou encore les maladies et ennemis des cultures (pachydermes, chenilles défoliatrices, criquets migrateurs, oiseaux granivores, etc.).

Elevage :

- Un secteur d'importance sociale et économique particulière dans la Région, avec comme filières phares : bovins, volaille, ovins, caprins et porcins.
- Des systèmes d'élevage à dominance extensifs ou semi-intensifs, consommateurs d'espaces et sources de conflits (notamment les conflits agropastoraux liés aux bovins et petits ruminants).
- Une évolution du front agricole et de l'urbanisation qui réduisent progressivement les zones traditionnelles de pâturage et les pistes de transhumance.
- Un faible développement de l'hydraulique pastorale et plus globalement une insuffisance des infrastructures et équipements dédiés à l'élevage.

Pêche et pisciculture :

- Deux activités à fort potentiel et de grande importance dans l'économie de la Région. En 2017, les produits de la pêche artisanale ont générés dans la Région environ six milliards de Fcfa (DR/MINEPIA).
- Installation d'une unité de production des alevins à Maroua d'une capacité de 17 000 à 65 000 alevins de tilapia et clarias par mois.
- Les captures de pêche qui tendent à diminuer au fil des ans du fait d'un ensemble de mauvaises pratiques ou pratiques peu durables : multiplication des canaux de pêche, utilisation des pesticides, captures des juvéniles, etc.

Secteur secondaireMines et carrières :

- Un contexte géologique très favorable à la présence de minéralisations conséquentes.
- Une production minière majoritairement artisanale et cantonnée aux matériaux de construction ou carrières.
- Deux gisements pétroliers identifiés de taille importante et ayant un bon couple tonnage – teneur.
- Une Région encore sous-explorée du point de vue des ressources minières. Déficit de cartographie des gisements, d'identification avec précision des matériaux, des caractéristiques des carrières potentielles (nature lithologique, tonnage, délimitation spatiale, propriétés géotechniques sommaires, accessibilité, contraintes environnementales ...).

Agro-industries :

- Un tissu agroindustriel en plein essor dans la Région avec comme leader la Sodecoton et la Semry.
- La Sodecoton : le fleuron agro-industriel du Cameroun septentrional. C'est le 3e employeur au Cameroun après l'Etat et la CDC. Elle emploie 1 822 salariés qualifiés et permanents et plus de 2 000 employés saisonniers et temporaires ; et encadre 200 000 agriculteurs regroupés en 1754 GIC.
- La Semry : pionnière de la production céréalière agro-industrielle dans la Région. Elle ambitionne à l'horizon 2027 une production annuelle de 310 000 tonnes de riz blanc sur 66800 ha.

Secteur tertiaireCommerce et échanges :

- Une mosaïque de structures commerciales et points d'échanges répartis dans l'ensemble de la Région.
- D'importants flux d'échanges commerciaux intra et interrégionaux ainsi que les échanges transfrontaliers (Nigéria, Tchad).
- Une forte contrebande de divers produits (productions agropastorales, produits manufacturés, etc.) due à la porosité des frontières Cameroun-Tchad et Cameroun-Nigéria.
- un secteur fortement pénalisé par l'enclavement de certaines zones de la Région, le mauvais état des routes et l'insécurité.

Transport :

- Un transport routier interurbain des personnes et des marchandises assez bien organisé et maîtrisé. Plusieurs agences de transport interurbain et présence de Bureaux de Gestion du Fret Terrestre (Maroua, Mokolo, Kousseri, Mora et Datcheka). Le transport urbain quant à lui est sous le quasi-monopole des mototaxis.
- Un secteur du transport routier fortement pénalisé par le mauvais état du réseau routier, l'insécurité (Boko-Haram, coupeurs de route).
- Le transport aérien, un moyen ! de plus en plus sollicité bien qu'encore assez inaccessible et irrégulier.

- Présence de deux sous quartiers maritime et fluvial (Maga et Blangoua).

Tourisme, loisirs et hôtellerie :

- Un potentiel touristique exceptionnel qui vaut à la Région d'être qualifiée de plus belle Région du Cameroun. Environ 80 sites touristiques répertoriés dans la Région, mais malheureusement peu ou pas aménagés. Ce potentiel favorise le développement de six formes ou types de tourisme dans la Région : tourisme culturel (festivals) ; tourisme sportif, de vision et de cure ; agro-tourisme ; éco-tourisme ; tourisme d'excursion et de randonnée ; tourisme nautique.
- Une offre hôtelière limitée et avec des établissements pas toujours à niveau. Au total 125 établissements hôteliers recensés dans la Région, dont 47,2% sont classés une étoile et 38,4% d'établissements non autorisés.
- Un secteur du tourisme et de l'hôtellerie qui paie un lourd tribut à la crise sécuritaire engendrée depuis 2014 dans la Région par la secte Boko-Haram. L'image de la Région est esquinée aussi bien au plan national qu'international.

RESEAUX ET EQUIPEMENTS SOCIO-COLLECTIFS ET ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Réseaux et infrastructures de transport :

- Un réseau routier dont le linéaire a pratiquement doublé au cours des 10 dernières années, mais qui est fortement dégradé. Sur un linéaire total de 6 849,49 km (N, R, C), seules 8,56% de routes sont bitumées.
- Présence d'un aéroport international à Maroua-Salak d'une (capacité d'accueil de 500000 passagers et 20000 tonnes de fret par an). Les aérodromes sont pour la plupart désaffectés (Kaélé, Yagoua, Waza, Mokolo).
- Plusieurs contrats de travaux routiers en cours et à divers stades d'exécution.
- Des contraintes naturelles spécifiques aux écosystèmes locaux (argiles gonflantes, températures très élevées en saison sèche, massifs montagneux, vaste réseau de cours d'eau saisonniers, etc.).

Santé :

- Une carte sanitaire qui s'est considérablement densifiée au cours des dix dernières années (on est passé de 274 Fosa en 2008 à 430 Fosa en 2018). 84% des Fosa sont publics.
- Des infrastructures et équipements sanitaires insuffisants dans l'ensemble ; et une offre sanitaire considérablement limitée en zone rurale et d'urgence sécuritaire dans la Région. Les évacuations sanitaires se font de ces zones vers les structures sanitaires des arrondissements, les départements, puis, vers la Région.
- Un important déficit quantitatif et qualitatif en personnel de santé, malgré les efforts substantiels de l'Etat et des partenaires au développement. C'est la Région qui a le plus bas ratio Personnel de santé / population, soit 0,26/1000 contre 1,45/1000 pour la moyenne nationale.
- Un secteur de la médecine traditionnelle structuré et de plus en plus encadré par la médecine moderne
- Une prolifération des médicaments de la rue, malgré un approvisionnement formel et régulier de la Région en médicaments essentiels ; de même que l'installation informelle de certaines Fosa privées dans les DS urbains.
- Une vulnérabilité en matière de santé humaine fortement influencée par le climat en général et l'accès à l'eau potable en particulier. Les maladies hydriques sont prédominantes.

Education et formation :

- Une offre éducative plurielle qui se décline en trois principaux niveaux d'enseignement du système éducatif national : l'éducation de base, l'enseignement secondaire et normal, et l'enseignement supérieur.

- Une offre éducative globalement pénalisée par un déficit criard en infrastructures, équipements et personnels qualifiés.

Education de base :

- Un taux de fréquentation dans l'enseignement maternel le plus bas du pays en 2017, contrairement à l'enseignement primaire où la Région occupe le premier rang à l'échelle nationale. La moyenne du taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement maternel est de 6,03%, tandis qu'elle est d'environ 113% dans l'enseignement primaire.
- Seulement 3% des écoles dans l'éducation de base appartiennent au sous-système anglophone et avec moins de 1% des effectifs des élèves de la Région en 2017. Au niveau de l'enseignement secondaire on a 6% des établissements qui appartiennent à ce sous-système.
- Un fort taux de redoublement et d'abandon scolaire (particulièrement chez la jeune fille): seuls 13,70% des apprenants inscrits à la SIL en 2011/2012 ont obtenu le CEP/FSLC en 2016/2017.
- Une influence encore forte des enseignements fondés sur la religion musulmane et dispensés dans les écoles coraniques (écoles fixes ou mobiles). Ce type d'enseignement qui est parfois concurrent au système éducatif formel (notamment en zone rurale), contribue à accentuer l'analphabétisme des enfants, compromettant ainsi leur insertion socioprofessionnelle.

Enseignement secondaire et normal :

- Une offre d'enseignement technique faible (20,65% d'établissements) par rapport à l'enseignement général (79,35%). Par ailleurs chaque Département dispose d'une ENIEG, tandis qu'on ne retrouve que 2 ENIET dans l'ensemble de la Région.
- Un taux de scolarisation faible dans l'ensemble de la Région, soit 29,76% (en 2017) pour une moyenne nationale supérieure à 50% ;
- Une parité fille/garçon en défaveur des filles. 22,59% de filles au 1er cycle et seulement 18,70% des filles pour l'ensemble des deux cycles en 2017.
- Des taux de réussite aux examens officiels assez faibles dans la Région comparés aux moyennes nationales.

Enseignement supérieur :

- L'Université de Maroua (UMa) créée en 2008, est la 7^e université d'état au Cameroun. Elle a pour vocation première l'enseignement, la formation et la recherche et se veut un pôle sous-régional d'excellence.
- Depuis 2017, l'UMa compte 7 établissements dont 5 facultés et 2 grandes écoles. L'ensemble de ces établissements en 2017 comptait 21 336 étudiants, soit une augmentation de 59,40% en valeur relative en 5 ans (8 661 étudiants en 2012/2013).
- Une relative lenteur dans la construction et l'aménagement des infrastructures pédagogiques et des équipements de l'UMa. Les unités opérationnelles de l'UMa sont implantées à Maroua, Kousseri et Kaélé.
- Les autres acteurs principaux pour la recherche et le développement dans la Région sont constitués de l'IRAD de Maroua, l'antenne de l'université de Dschang à Maroua.

Energie et infrastructures électriques

- Une offre en électricité encore très limitée dans la Région. 13 des 47 Arrondissements de la Région ne sont pas connectés au réseau électrique AES Sonel et le taux d'accès à l'électricité n'est que de 13,4%.
- Les filières des énergies renouvelables encore peu développées malgré le potentiel non exploité. Quelques projets dans la filière solaire sont prévus dans la Région.
- Une distribution des produits pétroliers encore limitée et largement concurrencée par la contrebande du carburant frelaté.

Hydraulique et assainissement

- Une couverture des besoins en eau potable encore très insuffisante. Seul 40,48% de la population aurait accès à une source d'eau potable (d'après diverses sources, le taux d'accès des populations à une source d'eau potable se situe entre 40-45%). Le quota d'un puits pour 250 habitants n'est pas atteint.
- Un accès encore très limité des populations aux services d'hygiène et assainissement aussi bien en zone urbaine que rurale. Inexistence des des décharges publiques modernes.

Poste, Télécommunication, Information et Communication

- Une couverture postale moyenne de la Région. On dénombre 01 bureau de poste pour 147 826 habitants (la norme de l'union postale universelle est de 70000 habitants par bureau de poste).
- Une bonne couverture de la Région par les opérateurs et réseaux de télécommunication. Taux de couverture de 94% par cinq opérateurs agréés.
- Les six chefs-lieux de Département sont reliés par la fibre optique. On retrouve également dans certaines localités des télé-centres communautaires polyvalents et des points d'accès numériques.

VILLE ET ARMATURE URBAINE

- Avec un taux d'urbanisation de 24,1% estimé à partir des projections de 2010, la Région de l'Extrême Nord figure parmi les Régions les moins urbanisées du pays si ce n'est la dernière (3e RGPH).
- Une urbanisation non ou peu contrôlée des villes de la Région. Un faible taux de réalisation et de mise en œuvre des documents de planification urbaine (DPU) dans la Région. Seules 07 Communes sur les 47 que compte la Région, sont pourvues de DPU approuvés : 03 PSU (Amchidé, Mora, Maga), 04 POS (Kousseri, Mokolo, Yagoua, Kaélé). Le PDU de Maroua n'est pas encore approuvé.
- Une ouverture des principales villes de la Région (à l'exception de Maroua) sur les frontières internationales avec le Tchad (Blangoua, Kousseri, Yagoua, Guidiguis, Kaélé) et le Nigéria (Mokolo, Mora).
- Une croissance démographique et urbaine accélérée dans la Région par l'implantation de l'université de Maroua (Maroua, Kousseri, Kaélé), l'exode rural et les déplacées internes liés à la crise sécuritaire. Ceci requiert des efforts de plus en plus importants de la part des collectivités locales et des pouvoirs publics, pour l'amélioration de l'offre en logement et l'accès aux services sociaux urbains. .

PROBLEMATIQUE ET ENJEUX DU TERRITOIRE DE LA REGION

Le contraste du développement et l'aménagement du territoire de la Région Extrême-Nord réside dans l'existence d'un fort potentiel (agriculture, élevage, pêche, échanges et commerces, tourisme, richesses culturelles, naturelles et historiques, ...), mais également des contraintes très lourdes (pauvreté et vulnérabilité des populations, fragilité des écosystèmes naturels, rudesse du climat, perméabilité des frontières et graves problèmes d'insécurité).

La problématique du territoire de la Région de l'Extrême-Nord peut se résumer autour de cinq constats principaux:

- Une Région fortement peuplée, mais avec une population très pauvre, vulnérable et dont l'accès aux différents services sociaux de base demeure limité ;
- Une zone à écologie fragile et caractérisée par des conditions pédoclimatiques défavorables ;
- Un contexte transfrontalier qui a de fortes incidences sur l'économie locale et la sécurité.
- Une précarité ou insécurité foncière qui est source de conflits et ne favorise pas la durabilité des systèmes de production agropastoraux et la gestion durable des ressources naturelles ;
- Une faible cohérence et coordination des actions de développement et interventions des acteurs dans la Région.

Principaux enjeux et problèmes environnementaux

- Déforestation et dégradation des forêts : forte dépendance des populations pour le bois énergie (bois de chauffe, charbon de bois) ; pratique des feux de brousse.
- Assèchement des cours d'eau : cours d'eau saisonniers (Mayo), diminution drastique de la superficie du lac Tchad...
- Changements climatiques : hausses des températures et diminution de la pluviométrie (intensité et variabilité spatio-temporelle), avec de fortes incidences sur plusieurs composantes de la biodiversité, de l'environnement biophysique et socioéconomique.
- Dégradation des berges et lits des cours d'eau : érosion des berges ; modification du tracé de certains cours d'eau.
- Appauvrissement et diminution des aires de pâturage : surpâturage (dépassement des capacités de charge), extension des surfaces cultivées.
- Dégradation des sols et perte de fertilité : grande extension des terres hardées stériles, érosion, utilisation des pesticides.
- Perte de la biodiversité floristique et faunique : dégradation des habitats naturels, insécurité, braconnage, empiètement des aires protégées.
- Diminution des ressources halieutiques : réduction des superficies des plaines d'inondation, ensablement des ouvrages de retenue d'eau, pratiques de pêche inadaptées ou non durables.

Principaux enjeux et problèmes socioéconomiques :

- Pratiques agropastorales majoritairement traditionnelles, extensives et consommatrices d'espaces : agriculture itinérante, transhumance et nomadisme.
- Sécurité alimentaire précaire : bilan céréalier régulièrement déficitaire.
- Grande pauvreté et vulnérabilité des populations.
- Accès limité des populations aux services sociaux de base.
- Insécurité perpétrée par la secte Boko-Haram : afflux des réfugiés, populations déplacées.
- Conflits agropastoraux : diminution des espaces pastoraux, expansion du front agricole.
- Conflits homme / faune, notamment le cas de pachydermes dont les attaques sont importantes dans certains Arrondissements de la Région.